

LA LETTRE PRO

L'ACTU SANTÉ POUR LES PROS DE CENTRE-VAL DE LOIRE



N°59 - du 14 février 2025



ÉDITO

Jean-Christophe
Combourou

Directeur de la santé publique
et environnementale de l'ARS
Centre-Val de Loire

Santé sexuelle : des avancées notables, mais insuffisantes

« La santé sexuelle est un état de bien-être physique, émotionnel, mental et social en matière de sexualité. Elle ne se résume pas à l'absence de maladie ou de dysfonctionnement, et implique une approche positive et respectueuse de la sexualité et des relations sexuelles. » Claire et explicite, la définition posée par l'OMS met en lumière un enjeu essentiel : garantir un accès universel à l'information, aux soins et aux services permettant une vie sexuelle épanouie et sécurisée. Mises en exergue dans [une étude scientifique récente](#), certaines évolutions marquantes des comportements et des perceptions font émerger de nouvelles tendances, dont une diversification des pratiques sexuelles, une remise en question des normes traditionnelles et une acceptation accrue des orientations non hétérosexuelles. Elles révèlent également de nouvelles fragilités, comme la diminution de la fréquence des rapports et le retardement de l'âge du premier rapport ou encore l'augmentation des violences sexuelles déclarées. Dans ce contexte sociologique en pleine mutation, la promotion du respect et du consentement sera essentielle. Une adaptation de la formation des professionnels de santé paraît également indispensable, ne serait-ce que pour aborder ces sujets sensibles sans tabou et avec bienveillance. Progressivement intégrée dans les politiques publiques, via des plans et des programmes souvent axés sur la notion de risque, la santé sexuelle a connu de solides avancées, notamment en matière de prévention et d'accès aux soins. Introduction de la notion de santé sexuelle et reproductive dans le Code de la santé publique, création des centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic, amélioration de l'accès à la contraception et à l'IVG... Ces réels progrès demeurent toutefois insuffisants. A l'instar des personnes âgées ou en situation de handicap, les populations vulnérables sont régulièrement oubliées, malgré leur surexposition aux violences sexuelles et aux discriminations. Au regard des difficultés observées, la situation exige une approche globale et positive de la santé sexuelle, qui doit intégrer le bien-être et la qualité des relations, reconnaître les diversités sexuelles et affectives, lutter contre les discriminations et

défendre le consentement. En cette période de Saint-Valentin, engageons-nous pour une sexualité épanouie, sécurisée et respectueuse pour tous.

SOMMAIRE

L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

Jean-Philippe Agresti, recteur de l'Académie Orléans-Tours

EN DIRECT DES TERRITOIRES

Intimagir : un relais précieux pour la vie affective des personnes handicapées

Indre-et-Loire : un hôpital de jour en addictologie a ouvert au Liège

Loiret : une nouvelle salle hybride au CHU d'Orléans

EHPAD : 10 millions d'aides allouées en 2024

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

11,2 millions

C'est le nombre de documents qui ont été ajoutés par les professionnels de santé de Centre-Val de Loire en 2024 à Mon Espace Santé

LA MÉTÉO SANITAIRE

Vigilance sur le virus influenza aviaire hautement pathogène

EN BREF

Loir-et-Cher : la réadaptation cardio-respiratoire en hospitalisation de jour

Stérilisation des personnes protégées : une procédure encadrée

Loir-et-Cher : une formation pour prévenir la dépression post-partum

Loiret : l'EHPAD la Cerisaie, 2^e du concours Cuisines Ouvertes

EN PRATIQUE

Cybersécurité : un Centre régional à la rescousse

APPELS À PROJETS

AU PROGRAMME

Un événement sur la retraite en bonne santé

Un webinaire sur le bionettoyage

Un webinaire de l'Omédit sur la PCA

Echanges autour de l'obésité

Une journée consacrée à l'audition à Blois

Santé et développement durable à Tours

LE COIN RH

Syndel Thomas Brondeau, coordinatrice du PTSM de l'Indre



L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

Jean-Philippe Agresti

Recteur de l'Académie
Orléans-Tours

Enseignement à la vie affective, relationnelle et sexuelle : « Appuyer et compléter le discours des enseignants auprès des parents et des élèves »

Dans une interview exclusive, Jean-Philippe Agresti décrypte les enjeux du nouveau programme d'enseignement à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité, qui sera mis en œuvre dans les écoles, les collèges et les lycées dès la rentrée prochaine. Selon lui, la mobilisation des professionnels de santé sera indispensable pour créer un écosystème éducatif complet et intégré.

L'Education nationale va prochainement lancer un nouveau programme d'éducation à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité. Pour quelles raisons ?

Depuis la loi du [4 juillet 2001](#), une éducation à la sexualité doit être dispensée de manière progressive dans les écoles, collèges et lycées. La traduction opérationnelle des intentions du législateur demeure toutefois complexe et inégale, la plupart des élèves ne pouvant pas en bénéficier pour des raisons techniques et pratiques. Ce nouveau programme doit permettre aux enseignants de proposer des contenus adaptés aux différents cycles scolaires et de les installer dans la durée, quels que soient les milieux et les diplômes, certificat d'aptitude professionnel compris. Cet enseignement est une réponse concrète aux dérives constatées. Deux chiffres alarmants nous rappellent le sens et l'utilité de cette mission éducative : un enfant est victime d'une agression sexuelle toutes les trois minutes et 2,3 millions de mineurs visitent des sites pornographiques chaque mois. La vie affective, relationnelle, et la sexualité nécessitent un apprentissage circonstancié. Les rapports montrent que la majorité des citoyens y est favorable.

Quels sont les objectifs et les modalités de ce programme national ?

Ce [programme national](#) repose sur quatre grands objectifs : transmettre des valeurs fondamentales, telles que le respect de soi et des autres ; prévenir les discriminations ; promouvoir l'égalité entre les garçons et les filles et lutter contre les stéréotypes ; lutter contre les violences et le (cyber)harcèlement en renforçant la capacité des enfants à demander de l'aide. Dispensée dans les écoles, les collèges et les lycées, cette éducation à la vie affective et

relationnelle, et à la sexualité comportera au moins trois séances par an. Elle sera adaptée et calibrée selon les âges et les degrés avec des programmes dédiés ; le thème de la sexualité ne sera pas abordé avec les élèves du primaire. Approuvés fin janvier par le Conseil supérieur de l'éducation, ils seront progressivement intégrés dans les établissements scolaires. Les enseignants suivront une formation spécifique pour être prêts en septembre 2025, date du lancement officiel.

Quel sera le rôle des professionnels de santé dans ce processus ?

Ce programme doit avant tout permettre de replacer les enseignants au centre de cette éducation affective et relationnelle, et à la sexualité. La mobilisation des médecins et des infirmiers scolaires sera néanmoins essentielle, notamment sur les questions relatives à la sexualité ou à la santé mentale, qui est une priorité stratégique pour notre Académie. Les soignants exerceront principalement des missions de formation du corps professoral et de co-intervention dans la mise en œuvre des différents programmes, que ce soit pour soutenir cette initiative, appuyer et compléter le discours des enseignants auprès des parents et des élèves ou encore faciliter l'acquisition des compétences psychosociales et la compréhension des émotions. Cette approche transversale et pluridisciplinaire, qui devra inclure le milieu associatif et les professionnels de santé libéraux ou hospitaliers, sera indispensable pour traiter des sujets complexes, dont les répercussions ne sont pas neutres sur les plans sanitaire et social.

« Les professionnels de santé auront un rôle de formation des enseignants, mais aussi de co-éducation des parents et des élèves »

Comment préparer efficacement la mise en œuvre de ce programme ?

Le premier défi sera de former plus largement les enseignants et les personnels sanitaires et sociaux de l'Education nationale. De nouvelles formations seront donc organisées à partir du deuxième trimestre 2025. Des ressources pédagogiques et des outils pour mener les séances sont également en cours d'élaboration. Les connaissances et les compétences des soignants devront probablement être renforcées, en particulier sur les sujets abordés, ce dont nous discuterons avec l'Agence régionale de santé. Après de long mois de préparation, nous entrons désormais dans la phase de consolidation de cet ambitieux projet visant à créer un écosystème éducatif complet et intégré, où les enseignants et les professionnels de santé collaborent pour former des individus équilibrés et informés, capables de vivre dans une société démocratique et apaisée. Ce programme n'est pas un objet politique, mais sociétal.

Santé sexuelle : les sites de référence

Plusieurs sites internet fournissent des informations fiables, précises et actualisées sur les différents aspects de la santé sexuelle. Proposés par Santé publique France, trois d'entre eux font office de référence.

QuestionSexualite: ce site répond aux questions sur la sexualité, l'anatomie, les pratiques sexuelles, la grossesse, les infections sexuellement transmissibles et les discriminations liées à la

sexualité. Il fournit des informations claires et accessibles pour aider chacun à prendre des décisions éclairées.

Sexosafe : ce site est destiné aux hommes cisgenres et transgenres ayant des relations sexuelles avec des hommes. Il offre des informations sur divers aspects de la santé sexuelle, dont la prévention et la protection contre le VIH et les autres IST, les pratiques sexuelles, le plaisir et le consentement.

OnSexprime : ce site est dédié à la sexualité des jeunes. Premières fois, contraception, plaisir et consentement, préservatifs et protection, sentiments et relations... Il propose des conseils favorisant une entrée positive dans la sexualité et le maintien d'une bonne santé sexuelle tout au long de la vie.

EN DIRECT DES TERRITOIRES

Intimagir : un relais précieux pour la vie affective des personnes handicapées



Mis en place en 2022, dans la foulée du Grenelle des violences conjugales, le centre ressources Intimagir Centre-Val de Loire a pour mission d'écouter, soutenir et orienter les personnes en situation de handicap dans leur droit à une vie affective et sexuelle épanouie. Porté par le pôle domicile 37 de l'Association France handicap et financé par l'ARS Centre-Val de Loire, Intimagir anime un réseau d'acteurs impliqués sur les thématiques de la vie intime, affective et sexuelle et le soutien à la parentalité. « *Beaucoup d'établissements sociaux et médico-sociaux nous sollicitent car ils recherchent des acteurs de formation ou veulent mener des actions de prévention à destination de personnes en situation de handicap, nous sommes là pour orienter vers les ressources les plus pertinentes. Aucune demande ne doit rester sans réponse* », explique Sandra Massé, coordinatrice du

Indre-et-Loire : un hôpital de jour en addictologie a ouvert au Liège



L'Anas Le Courbat, établissement de SMR spécialisé dans la prise en charge des conduites addictives et des états de stress post-traumatiques, au Liège (Indre-et-Loire), peut accueillir depuis jeudi 13 février, des patients dans un hôpital de jour spécialisé en addictologie.

« *Contrairement à une hospitalisation complète susceptible de durer plusieurs semaines, voire plusieurs mois, l'hôpital de jour est un dispositif plus léger qui permet à une personne insérée socialement, avec une famille et un travail, de bénéficier d'une prise en charge plus discrète car elle se fait sur une demi-journée par semaine* », explique David Laveau, directeur de l'Anas. L'hôpital de jour est accessible à tous les patients vivant préférentiellement dans un rayon de 50 kilomètres, qui sont adressés par un médecin pour soigner une addiction. L'admission se

centre ressources Intimagir de Centre-Val de Loire. Très peu de personnes en situation de handicap sollicitent directement Intimagir. Se faire connaître d'eux et répondre à leurs préoccupations fait désormais partie des objectifs du centre ressources. « *Nous proposons de plus en plus d'espaces de formation et de rencontres*, détaille Sandra Massé. *Le 28 novembre dernier, nous avons coorganisé avec l'UNAPEI et le CREAI une journée à Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire) en direction des professionnels de santé consacrée au thème « Intimité et Handicap ». 40 % du public était constitué de personnes en situation de handicap. Nous voulons être plus visibles pour aider ce public et leurs aidants.* »

Centre ressource [INTIMAGIR](#) Centre-Val de Loire - Pôle domicile 37 APF France handicap - 37/39, rue Walvein - 37000 Tours. Tél. : 02 47 76 05 08

Loiret : une nouvelle salle hybride au CHU d'Orléans



Depuis le lundi 20 janvier, les équipes chirurgicales du CHU d'Orléans disposent d'une salle hybride de dernière génération. Le Dr Vincent Ziza, chirurgien vasculaire au CHU, et son équipe, peuvent dorénavant réaliser leur programme opératoire de chirurgie endovasculaire mini-invasive dans ce nouvel environnement spacieux, qui permet de combiner les avantages d'une radiologie interventionnelle mini-invasive de haute précision avec la sécurité d'un environnement chirurgical, précise le CHU d'Orléans. De grands écrans permettent notamment aux chirurgiens d'opérer avec précision, grâce à la radiologie

fait après évaluation du médecin addictologue de l'établissement. Le profil des patients accueillis à l'Anas est un homme dans 80 % des cas, âgé de 45 ans en moyenne, essentiellement suivi pour des addictions à l'alcool et pour l'usage de drogues, précise David Laveau. Le suivi initial est de sept semaines et pourra être poursuivi après évaluation par l'équipe dédiée de l'hôpital de jour qui ouvrira dans un premier temps trois demi-journées par semaine : le mardi matin (9h à 12h30), et les jeudi et vendredi après-midi (13h30 à 17h). A côté de ce nouvel hôpital de jour, l'Anas continuera d'accueillir des patients en hospitalisation complète (60 lits). « *Nous avons communiqué avec nos interlocuteurs (Csapa, Caarud, hôpitaux, médecins libéraux...) et nous sommes convaincus que cela va fonctionner et que l'hôpital de jour apportera un accompagnement complémentaire à l'hospitalisation complète* », conclut David Laveau.

Plus de renseignements sur le site de [l'Anas](#), au 02.47.91.22.41 ou par mail à accueil@lecourbat.fr

EHPAD : 10 millions d'aides allouées en 2024



En 2024, l'ARS Centre-Val de Loire a soutenu 50 EHPAD en difficulté en leur allouant 10,2 millions d'euros d'aides. Ces aides sont attribuées par des commissions, présidées par l'ARS dans chaque département, composées notamment de membres du Conseil départemental, de l'Assurance maladie et de la direction départementale des finances publiques. Ces commissions

interventionnelle couplée à des imageries de fusion 3D. En chirurgie endovasculaire, cette richesse de données en temps réel permet de traiter les cas les plus complexes d'anévrismes de l'aorte ou des gros vaisseaux artériels sur des patients fragiles, avec une grande sécurité de guidage, un usage maîtrisé des rayonnements ionisants et des produits de contrastes néphrotoxiques. Des experts du fabricant GE ont été présents pendant la première semaine d'utilisation pour accompagner les équipes du CHU (praticiens, manipulateurs radio, équipes anesthésistes, infirmiers de bloc) dans la prise en main de la salle, équipée du système Allia IGS 7.

examinent les situations des EHPAD dont les ressources financières sont très dégradées (trésorerie réduite ou inexistante, endettement excessif, etc.) et étudient les conditions d'un retour à l'équilibre, soit grâce à un soutien financier ponctuel, soit grâce à un plan de redressement.

Pour l'année passée, à l'issue de ces discussions, ces aides se sont portées à :

- 1,2 million d'euros pour 6 EHPAD du Cher,
- 2,4 millions d'euros pour 13 EHPAD en Eure-et-Loir,
- 500 000 euros pour 3 EHPAD de l'Indre,
- 2,5 millions d'euros pour 8 EHPAD d'Indre-et-Loire,
- 1,1 million d'euros pour 7 EHPAD en Loir-et-Cher,
- 2,4 millions d'euros pour 13 EHPAD du Loiret.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

11 240 000

C'est le nombre de documents qui ont été ajoutés par les professionnels de santé de Centre-Val de Loire en 2024 à Mon Espace Santé, le carnet de santé numérique, selon des résultats de l'Assurance maladie communiqués début février à l'occasion du 3^e anniversaire de Mon Espace Santé. En un an, le nombre de documents alimentés par les professionnels de santé a plus que doublé (+112 %), preuve de l'adoption progressive de cet outil. Par ailleurs, 2 624 professionnels de santé différents ont consulté Mon Espace Santé en 2024, soit 65 % de plus que l'année précédente.



LA MÉTÉO SANITAIRE



Vigilance sur le virus influenza aviaire hautement pathogène

La large circulation mondiale depuis quelques années du virus influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) H5N1 chez les oiseaux sauvages et captifs, puis chez de nombreuses espèces de mammifères carnivores et marins et chez des bovins fait craindre une possible adaptation du virus à l'homme et amène les autorités sanitaires à renforcer leur anticipation à ce risque. Bien que le niveau de risque en santé humaine demeure considéré comme faible pour la population générale et faible à modéré pour les individus exposés professionnellement par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les autorités sanitaires françaises ont diffusé en ce début février un DGS-Urgent et un MARS afin de mobiliser les professionnels de santé autour

d'un renforcement de la surveillance et la mise en place d'actions anticipation pour se préparer à l'émergence et la diffusion d'un virus zoonotique adapté à l'homme.

Des informations détaillées sont disponibles sur [le site de l'ARS Centre-Val de Loire](#) et sur [le site de Santé Publique France](#).

Consultez le [bulletin régional](#) de situation épidémiologique produit par la Cellule régionale de Santé publique France en région Centre-Val de Loire.

Pour rappel, tout événement susceptible d'avoir un impact sur la santé de la population ou sur le fonctionnement de l'offre de soins doit faire l'objet d'un signalement à l'Agence régionale de santé. Le point focal régional, destiné aux professionnels, est joignable 24h/24 7j/7 au 02 38 77 32 10 et par mail à ars45-alerte@ars.sante.fr

EN BREF

Loir-et-Cher : la réadaptation cardio-respiratoire en hospitalisation de jour



Depuis quelques mois, le centre médical de prévention et de réadaptation des Haras de Blois propose une offre de réadaptation cardio-respiratoire en hospitalisation de jour. Ce programme permet aux patients de bénéficier d'un suivi en hôpital de jour, deux à trois demi-journées par semaine, de pouvoir ainsi rester à domicile et éviter une hospitalisation complète.

Les patients doivent être adressés par leur médecin pour permettre une prise en charge par l'Assurance maladie sans dépassement d'honoraires, ont récemment précisé les

Loir-et-Cher : une formation pour prévenir la dépression post-partum



Une récente étude de Santé publique France et l'Inserm révèle que le suicide est devenu la première cause de mortalité post-partum (entre 8 et 42 jours après l'accouchement) chez les jeunes mères, devant les maladies cardiovasculaires. Une mère sur dix au moins se trouve, après la naissance, en situation de détresse psychologique ou en grande difficulté pour établir le lien avec son enfant. Afin de prévenir la dépression périnatale et mieux accompagner les parents concernés, l'ARS Centre-Val de Loire a inscrit la formation des professionnels de santé comme axe majeur dans la feuille de route 2024-2028 de prévention. Dans cet objectif, l'ARS a financé dans le cadre dans son action "1 000 premiers

porteurs du projet à [La Nouvelle République](#). Médecins, diététiciennes, psychologues, kinés, infirmières et aides-soignants, ainsi qu'une assistante sociale, optimisent le parcours de soins des patients. Qu'ils souffrent de pathologies cardiovasculaires (après un infarctus) ou de problèmes respiratoires, ces derniers peuvent bénéficier des infrastructures du site, un centre de balnéothérapie avec un bassin de 12 mètres sur 4, des salles d'exercices et de cabinets médicaux adaptés pour une réadaptation à l'effort sur mesure. Centre médical de prévention et de réadaptation des Haras, 8, rue Signeux à Blois - Tél. 02.52.69.00.30. - accueil@haras-sante.fr

Stérilisation des personnes protégées : une procédure encadrée



La stérilisation à visée contraceptive des personnes majeures protégées (sous tutelle ou curatelle) est encadrée pour favoriser l'exercice de ces personnes à leur droit à une vie affective et sexuelle. Pour éviter toute stérilisation forcée, la loi du 4 juillet 2001 prévoit que le recours à la stérilisation (ligature des trompes ou des canaux déférents) ne peut être pratiquée sur une personne majeure protégée que s'il s'agit d'une contre-indication médicale absolue aux méthodes de contraception ou une impossibilité avérée de les mettre en œuvre efficacement. L'intervention est subordonnée à une décision du juge des tutelles, saisi par les parents ou représentants légaux de la personne concernée. Le consentement de cette personne est systématiquement recherché. Avant de rendre sa décision, le

jours" une formation sur le repérage de la dépression post-partum sur le territoire du CLS Grand Chambord (Loir-et-Cher) auprès des professionnels de première ligne : médecins, pharmaciens, sages-femmes... Cette formation a vocation à sensibiliser les professionnels de santé sur le sujet, repérer les signes de dépression post-partum, identifier les difficultés des parents, savoir utiliser les outils existants et orienter les mères et plus globalement les familles vers les dispositifs adaptés (permanences, lieux d'écoute et d'échanges). La formation a été réalisée par l'organisme Méthode Dalla Lana. L'enjeu est de démultiplier ce type de sensibilisation dans le département de Loir-et-Cher.

L'Ehpad la Cerisaie, 2^e du concours Cuisines Ouvertes



Grâce à sa recette de "fluffy pancake japonais et crème fouettée maison", l'EHPAD-USLD La Cerisaie, géré par le Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise (CHAM), s'est vu décerner le deuxième prix dans la catégorie sucrée du concours national Cuisines Ouvertes, organisé lors de la semaine de la dénutrition 2024.

Cette belle récompense met en lumière l'engagement des équipes du CHAM en faveur d'une alimentation à la fois gourmande et adaptée aux besoins des résidents. Le concours, porté par le Collectif de lutte contre la dénutrition, vise à valoriser les initiatives qui améliorent le plaisir de manger en favorisant une nutrition de qualité.

Lundi 18 novembre 2024, un atelier de pâtisserie était organisé à la Cerisaie par les cuisines, le service diététique et l'animation,

Le juge recueille l'avis d'un comité d'experts, chargé d'apprécier la justification médicale de l'intervention, ses risques et ses conséquences sur les plans physique et psychologique. Sollicitée à l'été dernier par le tribunal judiciaire de Blois, l'ARS a constitué un comité d'experts composée de deux gynécologues-obstétriciens, un psychiatre et deux représentants d'associations de personnes handicapées, qui a statué dans l'affaire pour laquelle il avait été sollicité.

réunissant une vingtaine de résidents autour d'une recette simple et savoureuse : le fluffy pancake japonais, accompagné de sa crème fouettée maison. Cet événement a permis aux participants de s'impliquer activement dans toutes les étapes de préparation. Il a aussi démontré que la cuisine favorise le lien social et participe à la prévention de la dénutrition chez les personnes âgées.

La cérémonie officielle de remise des prix se tiendra le mercredi 26 mars 2025, au Palais des Congrès de Tours, lors des sixièmes Journées Vieillessement & Maintien de l'Autonomie.

EN PRATIQUE

Cybersécurité : un Centre régional à la rescousse

Face à la menace cyber auquel aucune structure, notamment dans le domaine de la santé, n'est à l'abri, le Centre-Val de Loire dispose depuis novembre 2024 d'un service étoffé pour accompagner les victimes d'attaques : le Groupement d'Intérêt Public cybeRéponse. Le GIP a pris la suite de la Computer Security Incident Response Team, l'équipe spécialisée dans la gestion des incidents de sécurité informatique créée trois ans plus tôt.

Mené par des experts régionaux de la cybersécurité, le GIP CybeRéponse intervient comme tiers de confiance et offre gratuitement à ses bénéficiaires en région Centre-Val de Loire un service d'appel d'urgence et de premier secours en cas d'attaque cyber. Des mesures immédiates sont mises en place pour préserver l'intégrité des données. Les victimes sont ensuite dirigées vers un prestataire informatique référencé et spécialisé dans la cybersécurité qui prend en charge la résolution de l'incident cyber. Le GIP cybeRéponse fait remonter les incidents aux autorités nationales compétentes à des fins d'enquêtes et de statistiques.

Du fait de son statut, le GIP peut proposer des services payants visant à développer la maturité cyber ou la montée en compétence des entreprises à travers des actions de formation.

Le centre d'appel d'urgence cyber est accessible via [le numéro vert gratuit](#)

APPELS À PROJETS

Activité d'expertise en soins médicaux et réadaptation avec mention "système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition – obésité complexe"

Dispositif d'accompagnement des étudiants paramédicaux au sein des lieux de stage isolés -
Campagne d'appel à candidatures 2024-2025

AU PROGRAMME

Un événement sur la retraite en bonne santé

Le **25 février**, de 14h à 17h, la Maison départementale de l'Autonomie d'Eure-et-Loir organise une après-midi sur le thème de « Ma Retraite, J'en Profite ! », à la Salle des fêtes de Thiron-Gardais. Après un spectacle, les participants pourront échanger sur les actions de prévention et les activités près de chez eux sur les stands des partenaires de l'événement. Plus d'information sur [ce lien](#).

Réservation conseillée au 02.47.31.61.92 ou 07.85.90.89.80 ou par mail

à asept.centrevaldeloire@gmail.com

Un webinaire sur le bionettoyage

Le **27 février**, le Centre d'appui pour la prévention des infections associées aux soins (CPIAS) du Centre-Val de Loire organise un webinaire sur le thème du bionettoyage au cours duquel seront rappelés les enjeux du bionettoyage, les matériels et produits utilisés et l'organisation du bionettoyage. [Lien pour se connecter](#)

Un webinaire de l'Omédit sur la PCA

Le **28 février**, de 14h à 15h15, l'Omédit Centre-Val de Loire organise un webinaire sur les bonnes pratiques de perfusion pour les analgésies contrôlées par le patient (pompe PCA). [Inscription gratuite mais obligatoire via ce lien avant le 25 février](#)

Echanges autour de l'obésité

Le **4 mars**, de 9h à 16h30, ObéCentre organise au CHU d'Orléans (amphithéâtre Guillemeau) une journée consacrée à l'obésité à destination notamment des professionnels de santé. Plusieurs temps d'échanges sont programmés autour de la place du pédopsychiatre dans la prise en charge de l'obésité pédiatrique, l'hyperphagie boulimique ou comment parler de l'obésité quand on est soignant ? [Inscription gratuite et obligatoire sur ce lien](#)

Une journée consacrée à l'audition à Blois

Le **13 mars**, à l'occasion de la journée nationale de l'audition, le Centre d'Action et d'Information sur la surdité de la Région Centre, service régional de soutien et d'accompagnement des personnes souffrant de troubles de l'audition, organise une journée d'échanges à la salle du jeu de Paume à Blois (66 avenue de Châteaudun) de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30. Deux tables rondes sur les protections individuelles contre le bruit (à 9h30) et sur les acouphènes (à 15h) sont programmées. Plus d'informations au 02 54 33 53 04

Santé et développement durable à Tours

Le **17 mars**, de 9h30 à 17h, le Collegium Santé Centre-Val de Loire organise son prochain séminaire sur la thématique "santé et développement durable" à l'Institut de formation sciences infirmières de Tours. Plusieurs conférences et tables rondes seront organisées sur l'impact des perturbateurs endocriniens sur la santé, le *One Health* ou l'enjeu de la formation des étudiants en santé aux enjeux environnementaux. Inscription [via ce lien](#)

Faites connaître vos événements dans l'agenda de la Lettre Pro en écrivant à ARS-CVL-COMMUNICATION@ars.sante.fr

LE COIN RH

NOMINATION



Syndel Thomas Brondeau, coordinatrice du PTSM de l'Indre

Psychologue du travail, diplômée d'un master 2 obtenu à l'Université de Tours, Syndel Thomas Brondeau, 26 ans, est devenue le 9 décembre coordinatrice du Projet territorial de santé mentale (PTSM) de l'Indre. Un nouveau challenge pour la jeune femme originaire du département, après une expérience de chargée de mission à la Direction départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des populations (DDETSP) où elle a travaillé à la prévention des risques professionnels. Dans ses nouvelles fonctions, Syndel Thomas Brondeau est chargée d'assurer le pilotage opérationnel du projet territorial en santé mentale et de fédérer l'ensemble des acteurs du secteur dans le département. « *Mon*

objectif est d'améliorer le parcours de soins des patients en santé mentale, précise-t-elle. Dans un contexte de manque de professionnels de santé, il faut s'organiser pour faciliter la prise en charge et ne laisser personne au bord de la route. » Interlocutrice de l'ARS pour les questions relatives au projet et au contrat territorial de santé mentale, elle sera aussi tenue d'assurer une communication sur les questions de santé mentale au niveau du territoire auprès du grand public.

Pour joindre Syndel Thomas Brondeau : syndel.thomas-brondeau@ch-chateauroux.fr ou 02.54.53.72.97 ou 49.10.05 (poste interne)

LA SANTÉ RECRUTE



Coordonateur(trice) du CLSM

Conseiller pharmaceutique - Chargé d'inspection / contrôle H/F

Gestionnaire administratif et budgétaire - personnes à difficultés spécifiques H/F

Médécins généralistes à la MSP de Chailles

Médecin Conseil à Orléans

Médecin MPR à Montoire sur le Loir

Médecin coordonnateur à Orléans

Médecin pédiatre ou généraliste à Olivet

Chargé de veille et de sécurité sanitaire H/F

Assistant de direction en Ehpad à Massay

Médecin coordonnateur à Fondettes

Sage-femme à la MSP du Grand Saint Laurent à Pithiviers

Médecin généraliste au centre de santé de Saint-Pierre-des-Corps

Médecins généralistes, spécialistes, sages-femmes et orthophonistes à Tréon

Médecins généralistes à la MSP Cœur de France de St Amand-Montrond

Chargés de mission installation en santé - 1 poste Orléans et 1 poste sur Tours

Médecin généraliste au CRAtb Centre-Val de Loire

S'abonner à la Lettre
Pro ARS Centre-Val
de Loire

Consulter les Lettres
Pro précédentes

Proposer un sujet,
un événement, une
offre d'emploi...



La Lettre Pro - 59 du 14 février 2025

Directrice de la publication : Clara de Bort

Réalisation / rédaction : Communication ARS Centre-Val de Loire

Crédit photos : ARS Centre-Val de Loire

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications, [suivez ce lien](#)